AUX ELECTEURS

— DU —

COMTÉ de QUÉBEC

MESSIEURS,

Le parlement est dissous, et le 22 février courant les électeurs de toute la Puissance seront appelés à voter, c'est-à-dire à juger la conduite du gouvernement pendant les cinq dernières années, et à réélire leurs anciens mandataires ou en choisir de nouveaux.

Pour ne pas regretter plus tard le verdict que vous allez rendre, il faut que vous examiniez soigneusement la cause qui vous est soumise, et que vous la jugiez devant Dieu et suivant votre conscience.

Les ministres ont-ils bien ou mal gouverné ? Vos deniers, cet argent que vous gagnez si péniblement à la sueur de votre front, et que vous donnez au gouvernement sous forme de taxes, l'a-t-on dépensé avec discrétion, avec économe ?

Vous n'avez pas à vous demander si le gouvernement est bleu ou rouge, conservateur, libéral ou national. C'est votre mandataire, c'est votre serviteur : qu'avez-vous à voir à son costume. Ce serviteur a-t-il été fidèle ou malhonnête, voilà toute la question. Dans le premier cas, il a droit à votre confiance ; dans le second, il doit être chassé.

A la demande d'un grand nombre d'entre vous, j'ai l'honneur de briguer vos suffrages. Sir A. P. Caron, votre député, depuis 1873, vous offre de nouveau ses services.

Il vient vous demander d'approuver par vos votes sa conduite et celle du gouvernement de Sir John dont il fait partie. Mon intention est de vous demander par mon vote de vous contre lui un vote de censure.

C'est à vous d'en juger ; c'est à vous de choisir.

Désirez-vous connaître mes raisons ? Les voici en peu de mots.

I. Le chef du gouvernement actuel Sir J. A. Macdonald, est un franc-maçon, un orangiste. Deux de ses collègues sont l'un, Mr Bowell orangiste, Mr White, franc-maçon. Ce gouvernement est ouvertement hostile aux catholiques et aux canadiens-français. Depuis un an et au-delà, les journaux orangistes à la solde du gouvernement prêchent la guerre aux catholiques, vomissent à pleines colonnes l'injure à notre religion, à notre clergé, à notre nationalité. Les choses ont été poussées si loin que des évêques d'Ontario ont demandé des prières publiques contre l'avènement au pouvoir du parti de Sir John.

Le chef de l'opposition, l'hon. Edward Blake, est un homme de talents transcendants, d'une honorabilité parfaite ; en toutes circonstances, il s'est opposé aux sociétés secrètes, spécialement aux orangistes. Il a élevé la voix en faveur de la malheureuse Irlande ; il a demandé justice pour nos pauvres métis du Nord-Ouest ; il a toutes les sympathies de l'épiscopat d'Ontario.

Sir John est l'ennemi de l'autonomie des provinces, et emploie tous les moyens à sa disposition pour nous conduire à l'union législative.

M. Blake est l'ennemi de l'union législative.

Entre Sir John et M. Blake, pour un catholique, pour un canadien-français, le choix est facile et je n'hésite pas à dire que je reconnais l'Honorable M. Blake pour mon chef politique.

II. Le gouvernement de Sir John est directement responsable des troubles du Nord-Ouest.

C'est ce qui résulte clairement de la preuve faite devant la Chambre. Depuis des années et des années, les Métis du Nord-Ouest s'adressaient au gouvernement pour obtenir le redressement de certains griefs parfaitement légitimes. On les a poussés à bout, on les a réduits au désespoir, et aussitôt que la poudre a parlé, on a reconnu les griefs des Métis et on y a fait droit.

Mais un gouvernement qui par incurie ou par malice provoque une guerre civile, qui occasionna la perte de deux cents vies précieuses, et une dépense de huit millions de piastres, ce gouvernement est criminel et indigne de la confiance du peuple.

III. En 1867, la dette publique était de 93 millions ; en juillet 1886, elle était de 281 millions.

Depuis 1871, elle a augmenté à raison de 13 millions par année.

On ne parle guère maintenant que de millions, sans se demander le montant énorme représenté par ce chiffre.

Si vous divisez la dette publique entre les comtés, ils auront chacun au

Cette dette, c'est plus de cinquante piastres par tête.

La part de chaque famille dans la dette nette, c'est à peu près $234, avec un intérêt annuel de $9.36.

Pour le comté de Québec, cette intérêt excède quarante mille piastres par année.

Mais ce n'est pas tout. En 1868, la dépense annuelle était de $13,687,928. En 1885, il a été dépensé $35,037,060, c'est-à-dire $7 par tête.

Et malgré l'augmentation énorme dans les recettes des douanes et de l'excise, nous avons eu, pour l'année expirée en juin 1886, un déficit de $5,864,523. Et la "Gazette Officielle" de janvier dernier indique pour l'année courante un déficit qui est déjà rendu à $800,000.

Le secret de ces dépenses, de ces gaspillages, on le trouve dans la corruption éhontée dont Sir John a toujours fait son principal moyen de gouvernement, achat des députés, des manufacturiers, de la presse.

Le peuple dira si c'est là la manière dont il aime à voir dépenser son argent. Avec l'opposition, je condamne ces dépenses insensées, cette ruineuse corruption. Sir Adolphe en est responsable et vous demande de la trouver bonne.

IV. Nous avons droit, nous Canadiens-français, d'avoir la présidence de l'une ou de l'autre chambre, et d'avoir un ministre français au Sénat. Nous n'avons ni l'un ni l'autre.

Pendant que notre Haut commissaire à Londres nous coûte au delà de $30,000 par année, nôtre représentant à Paris a à peine ce qu'il lui faut pour tenir un bureau décent.

Sir John ne veut pas de traité de commerce avec la France.

Sir John fait venir à grands frais des Russes, des Suédois, des Allemands, et leur donne des terres pour rien. Les métis français ne peuvent obtenir de titres pour leurs terres qu'au moyen d'une insurrection.

Sir George Etienne Cartier connaissait son homme quand sur son lit de mort il disait : Méfiez-vous de Sir John, c'est l'ennemi des Canadiens-français.

V. Comme compensation des sacrifices que nous a imposés la construction du Pacifique, on nous avait promis le terminus à Québec, et le pont du Cap-Rouge, au lieu de cela, on laisse Québec dans l'isolement et pour enrichir un ministre, M. Pope, on nous fait bâtir un chemin de fer dans les Etats-Unis.

Toutes ces questions, et bien d'autres encore, seront discutées pendant la présente campagne électorale. J'y appelle, et vous y donnerez votre plus religieuse attention.

Depuis quatorze ans qu'il est votre député, quels services vous a rendus Sir Adolphe ?

A chaque élection, vous avez vu faire mille promesses, dont aucune n'a été tenue.

Pendant le dernier parlement, il a assisté au fameux banquet de Winnipeg ; il a fait pendre un pauvre malheureux qu'en 1875 il appelait son frère, et enfin, il a fait entrer au Sénat son oncle Pierre Deblois.

On dit que le nouveau sénateur est d'une discrétion exemplaire : il n'a pas encore ouvert la bouche, et ne sait faire qu'une chose : retirer son salaire.

Le comté de Québec avait droit d'attendre autre chose de la part de son député.

Intimement convaincu que la conduite de Sir Adolphe a été égoïste, et qu'il a sacrifié les intérêts de son comté pour plaire au chef politique dont il s'est fait l'esclave, j'abandonne aujourd'hui même la situation qui donne le pain à ma famille, et plein de confiance dans votre intelligence et dans votre patriotisme, je viens vous demander de répudier l'ennemi et l'insulteur de votre race dans la personne de Sir Adolphe, et de tendre la main à l'ami des canadiens-français, au défenseur intrépide de l'autonomie provinciale, à l'ennemi des orangistes, à l'honorable M. Blake en un mot dans la personne de votre très humble serviteur.

JOSEPH MARTIN.

Québec, 11 février 1887.